



Consolidons, élargissons *toujours et encore* la mobilisation !

Après la journée historique de grève et de manifestations du jeudi 29 janvier pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et la défense des Services publics, **étudiant-es et personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, continuons à construire un front uni pour la défense de l'Université et de la recherche.**

Partie du refus de la modification du statut des Enseignants-chercheurs (EC), ainsi que de la mise en place de la «mastérisation» du recrutement et de la formation des futurs enseignants, la liste des revendications s'est rapidement élargie à l'ensemble de la politique menée par ce Gouvernement à l'encontre de notre secteur d'activité.

Preuve en est qu'**il ne s'agit pas là uniquement de revendications sectorielles ou catégorielles.** Chacun-e de nous est désormais pleinement conscient-e des ravages de la concurrence généralisée instaurée par la loi LRU et le "Pacte" recherche. Au-delà de la dérèglementation des statuts et des rémunérations, de la dégradation généralisée des conditions de travail et d'étude, de la dévaluation des formations, l'objectif de ce Gouvernement est bien de casser notre Service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche afin de le céder aux intérêts marchands.



En réponse à notre mobilisation, Sarkozy ne connaît que la provocation :

Il ridiculise le travail réalisé dans la recherche publique et réitère sa volonté de supprimer les EPST ; une agence de moyens n'est pas organisme de recherche !

Il impose des "réformes" statutaires et de formation initiale, au mépris de l'avis des principaux intéressés (enseignants, étudiants, lycéens, parents d'élèves...).

Il continue la suppression de 50 % des postes libérés de fonctionnaires, assimilés à des "dépenses de fonctionnement", le seul véritable emploi « productif » étant celui du privé...

Il s'obstine car il sait pertinemment que tout est lié :

En effet l'ensemble du Service public est concerné par la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). A l'échelle de l'Union Européenne, la stratégie de Lisbonne devient aujourd'hui la règle en matière d'Enseignement Supérieur et de Recherche.

Pour le faire reculer, organisons ensemble la convergence des luttes en AG :

- **par la grève reconductible**, déjà lancée dans de nombreux sites (des préavis couvrent les personnels de l'enseignement supérieur et des EPST), et **la solidarité concrète entre agents** avec des caisses de grève.
- **par le blocage administratif** : refus de participer aux expertises (ANR et l'AERES), la rétention des notes à l'université, des bilans d'activité dans les labos, la démission des responsabilités...

Affirmons nos priorités :

- **Retrait immédiat des projets PECRESSE (statut «EC» et formation) & abrogation de la loi LRU.**
- **Restitution des postes sacrifiés au budget 2009.**
- **Pour la création de postes de titulaires à tous niveaux, contre la précarité d'emploi.**
- **Pour la consolidation financière par l'Etat des EPST, Non à leur démantèlement.**
- **Pour la revalorisation des carrières, contre l'individualisation des salaires et l'intéressement.**
- **Pour le maintien du cadre national des diplômes, non à la déqualification des enseignements (rapport Jolion)**
- **Pour un réel statut du doctorant, non au projet de contrat doctoral actuel avec salaire négocié.**
- **Pour la refonte des aides sociales étudiantes, contre la précarisation des conditions d'étude.**

Face à la crise qui s'aggrave, exigeons une forte augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit.

Imposons d'autres choix pour une société de justice sociale !

La connaissance, l'université et la recherche ne sont pas des marchandises !